

significatif, c'est que, à une époque où les Canadiens à revenu bas et fixe ont du mal à joindre les deux bouts, où les Canadiens à revenu moyen versent une part d'impôt de plus en plus lourde, le budget ne comporte aucune mesure pour diminuer le poids de l'inflation, ni aucun véritable allègement fiscal.

Monsieur l'Orateur, ce budget est vraiment l'un des plus rétrogrades qu'on nous ait présentés depuis six ans. Il rappelle l'époque antérieure à la Commission Carter. C'est du libéralisme classique du XIX^e siècle. Un budget pour les riches, pour les grosses sociétés, pour les étrangers qui ont la propriété et le contrôle de notre industrie extractive. C'est un budget pour gros portefeuillistes. Ce n'est pas un budget pour les centaines de milliers de citoyens canadiens ordinaires dont beaucoup ont voté pour les libéraux en juillet dernier, espérant que ce parti finirait par s'attaquer à la spirale inflationniste et au chômage aigu, et au désenchantement manifesté en général envers la politique, les hommes politiques et les gouvernements.

Lorsque la population canadienne en aura saisi toute la portée, ce budget ne servira qu'à renforcer en elle la crainte que le gouvernement d'Ottawa ne se préoccupe plus de ses besoins essentiels; qu'il ne s'occupe plus d'assurer le logement convenable à des prix abordables; qu'il laisse maintenant en toute indifférence les Canadiens moyens consacrer plus de 75 p. 100 de leur revenu au paiement de leurs impôts, de leur nourriture et de leur logement, et qu'il renonce à agir devant le fossé qui s'élargit entre les riches et les puissants et les autres. Bref, monsieur l'Orateur, le budget ne cherche en aucune façon à opérer une redistribution plus équitable et plus humaine des grandes richesses de notre pays. A la lecture du budget, on a l'impression que les mandarins du ministère des Finances ont conservé l'optique des beaux jours de l'école de Manchester. Joseph Chamberlain aurait été fier de ce budget. Notre philosophie économique a bien peu évolué depuis un siècle.

● (1620)

Je suis certain, monsieur l'Orateur, que les députés des deux côtés de la Chambre reçoivent à peu près tous les jours des lettres de leurs commettants qui leur demandent pourquoi des terrains à bâtir se vendant \$8,000 il y a deux ans se vendent maintenant \$17,000; pourquoi le prix des denrées alimentaires de base comme le pain, le lait, la viande et les légumes a presque doublé au cours de la même période; pourquoi les taux d'intérêt sur hypothèque sont hors de la portée du citoyen moyen qui veut acheter une maison; pourquoi les taux d'intérêt bancaires ont atteint 18 p. 100, même pour des prêts garantis par des valeurs. On pourrait allonger la liste; il suffit cependant de dire que partout au Canada les gens sont de plus en plus contrariés en voyant leur revenu réel diminuer, et qu'en même temps ils se sentent de plus en plus exploités en raison du mercantilisme qui sévit partout. C'est cette situation déplorable qui divise le pays et qui provoque la tension et la méfiance sociales. Ce budget ne contient aucun élément propre à dissiper leurs craintes ou leurs soupçons et à les libérer de leurs frustrations.

Si nous ne pouvons tirer de leçons de nos propres erreurs, monsieur l'Orateur, pourquoi ne pourrions-nous en tirer de celles des autres pays, notamment des États-Unis, où la division entre le riche et le pauvre est l'une des principales causes de violence et de troubles sociaux? J'espère qu'un jour, le parti libéral se décidera à abandonner son attitude vieux jeu pour faire face aux réalités de la seconde moitié du XX^e siècle. Voyons certains aspects

Le budget—M. Blackburn

importants du budget qui touchent le simple citoyen. Le ministre des Finances (M. Turner) a dit qu'il fallait «sans relâche veiller à atténuer les effets de l'inflation sur les éléments les plus vulnérables de notre société». Quelle attention leur a-t-il réellement accordée? Le gouvernement va donner \$500 à chaque Canadien qui achètera sa première maison. C'était là une belle promesse électorale! Mais combien de gens peuvent profiter de cette «faveur»? D'abord, la maison doit être neuve. Ensuite, son prix de revient ne doit pas dépasser un certain montant, environ \$34,900 dans ma circonscription de Brant; mais à Brantford, où j'habite, il est impossible de trouver une maison neuve à moins de \$38,000 ou \$40,000. C'est cela, le «cadeau»!

Le gouvernement a-t-il fait quoi que ce soit au sujet des taux d'intérêt exorbitants que doivent payer ceux qui s'achètent une maison, même s'ils ont les moyens de faire le versement initial? La réponse, il va de soi, est non. Mais le gouvernement est prêt à permettre aux sociétés fiduciaires et aux autres institutions de prêts hypothécaires à emprunter encore plus d'argent pour des hypothèques, même si rien ne prouve que depuis trois ans, au fur et à mesure que l'argent est devenu disponible, les taux d'intérêt aient baissé. Le contraire s'est produit. Voilà pourquoi la plupart des Canadiens ne peuvent s'acheter de maison, monsieur l'Orateur, ils ne peuvent tout simplement pas payer les frais de crédit. Leur budget mensuel ne le leur permet pas et ils ne peuvent pas simplement émettre leur propre argent. Le budget a mentionné que le gouvernement permettrait aux Canadiens de mettre \$1,000 de côté par année, pendant jusqu'à dix ans, soit \$10,000 en tout, et de les déduire aux fins de l'impôt. Mais combien de Canadiens peuvent économiser \$1,000 par an? Encore là, bien peu, et certes pas ceux qui sont à revenu fixe ou à faible revenu. Et sûrement pas les Canadiens qui ont désespérément besoin d'être mieux logés.

Ce budget permet difficilement de croire que le gouvernement fédéral est prêt à accentuer son programme de remembrement foncier, dont il était si fier il y a deux ans. Il se traîne simplement les pieds dans ce domaine. Mais là où il ne se traîne pas les pieds, c'est quand il s'agit d'aider les riches qui investissent dans l'immobilier. Les avocats, les médecins et les hommes d'affaires pourront maintenant former des consortiums afin de construire de gros immeubles d'appartements luxueux, car on leur accorde un amortissement de 100 p. 100 sur tous leurs autres revenus s'ils placent leur argent dans la construction de logements à louer. Quel paradis fiscal fantastique pour les riches! Nous du Nouveau parti démocratique croyons qu'un logement convenable devrait revenir de droit, dans un pays comme le Canada, à chaque citoyen, et la seule façon de réaliser cet objectif c'est l'intervention et le contrôle de l'État dans le secteur du logement, et non pas de donner des privilèges fiscaux aux riches. On n'en a vu que trop par le passé, de ces privilèges. Et c'est parce que le secteur privé domine l'industrie de la construction domiciliaire que nous avons vu le prix des terrains pour immeubles résidentiels doubler et même tripler dans les quatre dernières années.

Le ministre des Finances a annoncé que la taxe fédérale sur la vente des matériaux de construction sera réduite de 11 à 5 p. 100. A première vue, cette mesure peut sembler un bon moyen d'abaisser le coût de l'habitation. En fait, pendant une courte période, les acheteurs pourront en profiter. Mais en réalité, chaque fois que des taxes de vente fédérale ont été éliminées ou réduites, les prix ont mystérieusement continué de monter. C'est ce qui est arrivé dans le cas des chaussures et des vêtements pour